

**40 États membres**

Albanie

Allemagne

Belgique

Bosnie-Herzégovine

Bulgarie

Chypre

Croatie

Danemark

Espagne

Estonie

Finlande

France

Géorgie

Grèce

Hongrie

Irlande

Islande

Italie

*"l'ex-République  
yougoslave  
de Macédoine"*

Liechtenstein

Lettonie

Lituanie

Luxembourg

Malte

Moldova

Monténégro

Norvège

Pays-Bas

Pologne

Portugal

République slovaque

République tchèque

Roumanie

Saint-Marin

Saint-Siège

Serbie

Slovénie

Suède

Suisse

Turquie

**Prêt de la CEB à KfW sous l'égide de la coopération tripartite avec l'Union européenne pour des projets d'investissement municipal en Albanie, Bosnie-Herzégovine et Serbie**

**Paris, le 16 décembre 2009** : M. Haas et M. Gross de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), et M. Ruiz-Ligero, Vice-Gouverneur de la CEB, ont signé un contrat de prêt de 28,5 millions d'euros.

Ce prêt de la CEB à KfW est destiné au financement de projets d'infrastructures relevant du Mécanisme tripartite IPF-MW (*Infrastructure Project Facility – Municipal Window*), mis en place par la Commission européenne en 2008 dans le cadre de l'Instrument d'aide de préadhésion (IAP).

Les investissements concernés porteront sur la rénovation des réseaux d'assainissement et de distribution d'eau de plusieurs villes d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine et de Serbie. Les habitants devraient ainsi bénéficier de meilleures conditions de salubrité et d'un contexte plus favorable au développement de l'économie locale.

La banque KfW, créée en 1948, est placée sous l'autorité du gouvernement fédéral allemand et agit en son nom. Société de droit public, elle a pour mandat de promouvoir l'économie allemande ainsi que le développement des pays en transition auxquels elle accorde des prêts à taux avantageux sur de longues durées.

Depuis le début de sa coopération avec la CEB en 1988, le montant cumulé des **7 projets approuvés pour la KfW en faveur des pays du groupe cible** s'élève à **625 millions d'euros**.

\*

Fondée en 1956, la **CEB** (Banque de Développement de Conseil de l'Europe) compte **40 États membres**, dont 18 pays d'Europe centrale et orientale.

En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation (**AAA** auprès de Standard & Poor's, Fitch Ratings et Moody's). Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissements financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Statut.